



**MAIRIE DE MONT**  
ARANCE-GOUZE-  
LENDRESSE  
(Communes fusionnées)

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

**Séance du 26 juin 2015**

Le vingt six juin deux mil quinze à dix-huit heures, se sont réunis, en la salle du Conseil de la Mairie de Mont, les membres du Conseil Municipal de la Commune de MONT (Arance-Gouze-Lendresse), sous la présidence de M. Jacques CLAVÉ, Maire.

**Etaient présents** : Mmes BAZIARD, ETCHART, PEAN, LOQUET, POLHER et ainsi que MM.CAMDESSUS, CLAVÉ, LACOSTE-PEDELABORDE, DUCOS-DUCQ, SALLEFRANQUE et LETARGUA.

**26-06-2015-14**

**Pouvoirs** : MME PALIS a donné pouvoir à M. CLAVÉ  
MME HILLOOU a donné pouvoir à M. LETARGUA  
MME BERT a donné pouvoir à M.SALLEFRANQUE

**Secrétaire de séance élue** : Mme Audrey PEAN

### **OBJET : RECRUTEMENT D'UN AGENT NON TITULAIRE A TEMPS NON COMPLET POSTE ATSEM**

Le Maire propose au Conseil Municipal la création d'un emploi permanent à temps non complet d'Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles pour assurer les missions dévolues à ce grade. Ces dernières consisteront à l'assistance du personnel d'enseignement pour la réception, l'animation et l'hygiène des très jeunes enfants, à la préparation et la mise en état de propreté des locaux et matériels servant directement à ces enfants. L'ATSEM participe aussi à la communauté éducative.

La durée hebdomadaire moyenne de travail serait fixée à 27 heures après annualisation.

Cet emploi permanent pourra être pourvu :

- par le recrutement d'un fonctionnaire en application du principe général posé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires selon lequel, sauf dérogation prévue par une disposition législative, les emplois civils permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif sont occupés soit par des fonctionnaires,
- par dérogation, par le recrutement d'un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3-5° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale. Cet article prévoit que, dans les communes de moins de 2 000 habitants ou les groupements de communes de moins de 10 000 habitants, lorsque la création ou la suppression d'un emploi dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public, la collectivité peut pourvoir cet emploi permanent par le recrutement d'un agent non titulaire.

Les contrats de travail sont conclus pour une durée déterminée de 3 ans renouvelable par reconduction expresse dans la limite de 6 ans. Si à l'issue de cette durée de 6 ans le contrat est reconduit, il l'est par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Dans l'hypothèse du recrutement d'un agent non titulaire, l'emploi pourrait être doté de la rémunération afférente au 1<sup>er</sup> échelon de l'échelle 3 de rémunération de la fonction publique Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles (soit actuellement l'indice brut 340 de la fonction publique. Le Maire propose d'appliquer les revalorisations de cette échelle indiciaire qui interviendraient pour les fonctionnaires.

De plus, l'agent pourra bénéficier du régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité correspondant à son grade.

Le Maire propose au Conseil Municipal

- la création à compter du 30 août 2015 d'un emploi permanent à temps non complet d'adjoint technique 2ème classe représentant 27 h de travail par semaine en moyenne
- que cet emploi pourra être pourvu par le recrutement d'un fonctionnaire ou d'un agent non titulaire,
- que, dans l'hypothèse du recrutement d'un agent non titulaire, cet emploi sera doté de la rémunération afférente au 1<sup>er</sup> échelon de l'échelle 3 de rémunération soit l'indice brut 340 de la fonction publique Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles et que seront appliquées les revalorisations de cette échelle indiciaire intervenant pour les fonctionnaires

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,

**AUTORISE** le Maire à signer le contrat de travail proposé en annexe s'il opte pour le recrutement d'un agent non titulaire au terme de la procédure de recrutement,

**PRECISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Ainsi fait et délibéré à MONT, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Jacques CLAVÉ

